

## Les attentats de Bombay déclinent toutes les techniques du terrorisme

Piraterie, infiltration, fusillade dans la foule, explosifs, prise d'otages, mission suicide : les auteurs des attentats de Bombay ont studieusement assimilé et appliqué tous les chapitres des manuels de terrorisme et de guérilla, relèvent des spécialistes. «C'est comme à l'époque des guérillas», remarque l'expert Gérard Chaliand, «les groupes apprennent de l'expérience et des leçons de ceux qui les ont précédés».

«A chaque fois, il y a en quelque sorte une accumulation de savoir», poursuit ce spécialiste des conflits asymétriques, «pas étonné» par la diversité inhabituelle des techniques employées. «Ils ont utilisé toutes les informations disponibles de façon rapide et appliquée», reconnaît-il néanmoins. «La piraterie, ce n'est pas classique, mais cela a déjà été utilisé, dans le sud des Philippines» par un groupe d'insurgés islamistes, note M. Chaliand.

«C'est uniquement dans des pays comme ceux d'Europe occidentale, à cause de la pression policière, que ces groupes n'ont pas l'occasion de s'entraîner», souligne-t-il, a contrario des zones de la région échappant à l'autorité d'un pouvoir central. D'après l'enquête officielle indienne, dix jeunes hommes entraînés pendant au moins un an au Pakistan par le mouvement islamiste Lashkar-e-Taiba, partis en bateau du port de Karachi (sud) se sont emparés d'un chalutier indien, puis ont débarqué à Bombay en hors bord, avant de se disséminer à travers la ville. Ils ont alors lancé une série d'attaques à l'arme automatique, dont une à la gare centrale de la ville, et à l'explosif. Les deux tireurs de la gare ont poussé la minutie jusqu'à faire exploser le taxi qui les y avait amenés, afin de créer la confusion et effacer leurs traces.

Les autres ont occupé deux grands hôtels et un centre culturel juif, où ils ont pris de nombreux otages. Le chef de la police de Bombay a qualifié de «mission suicide» cette équipée, qui s'est soldée par la mort de 163 personnes et de 9 assaillants islamistes. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, en déplacement en Inde puis au Pakistan pour désamorcer les tensions entre les deux pays, a évoqué, jeudi à Islamabad, «une attaque d'un niveau d'élaboration jamais vu dans le sous-continent». «A Bombay, il s'agissait d'une opération commando visant à provoquer des assassinats de masse avec des armes automatiques et des explosifs», a confirmé à l'AFP un responsable d'une unité antiterroriste européenne sous le couvert de l'anonymat.

«Cette opération marque un durcissement et une militarisation des modes d'action employés : repérages avant le déclenchement, projection par bateau, brutalité de la frappe par plusieurs commandos mais pas de négociation avec l'Etat visé pour obtenir quelque chose», a-t-il expliqué. Des complices s'étaient infiltrés à Bombay depuis un mois en «mission de reconnaissance», se faisant passer pour des étudiants, selon des sources au sein des services de renseignement indiens citées par la presse la semaine dernière. D'autres auraient même pris des chambres dans les hôtels visés, y entreposant des armes. Mais cette thèse a subitement disparu des versions fournies par les autorités indiennes et la piste d'une implication locale s'estompe. Selon Gérard Chaliand, «ce qui est surtout remarquable, c'est l'ampleur de l'opération, avec autant de cibles attaquées en un temps aussi bref».

«C'est une opération techniquement réussie, si on admet l'hypothèse qu'ils n'étaient que dix», précise-t-il, doutant de la théorie d'un raid totalement monté de l'extérieur. «A terme, on verra que c'est

## RENCONTRE ENTRE NICOLAS SARKOZY ET LE DALAÏ LAMA Menaces de Pékin contre les intérêts commerciaux français en Chine

**«Le peuple chinois est mécontent», a déclaré le porte-parole des affaires étrangères chinois, lors d'un point de presse. Plus que mécontents, les autorités chinoises sont excédées et montent au créneau.**

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

La Chine a, en effet, menacé jeudi le devenir des intérêts commerciaux français en Chine, si le président Nicolas Sarkozy maintenait toujours la rencontre qu'il doit avoir aujourd'hui (samedi 6 décembre) avec le Dalaï lama. Le chef de l'Etat français et le moine tibétain doivent, en effet, assister tous les deux ce samedi en Pologne aux cérémonies du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'attribution du prix Nobel de la paix à Lech Walesa.

Cette rencontre programmée a relancé en Chine la campagne de boycott des produits français et dès hier, sur les ondes de radios françaises de nombreux opérateurs français déjà instal-

lés en Chine ou projetant de le faire ou de commercer avec «ce marché potentiel colossal», exprimaient leurs craintes de voir leur business compromis.

Il faut rappeler que lors du voyage de fin novembre 2007 de Nicolas Sarkozy en Chine, pas moins de 20 milliards d'euros de contrats commerciaux ont été signés. Il n'est pas dit que dans ces contrats ne figurent pas des dispositions pouvant remettre en cause, en partie, leur exécution. Il faut également noter que 2000 entreprises françaises, employant 300 000 personnes, sont établies en Chine. Pour les autorités chinoises, le chef spirituel bouddhiste tibétain est un séparatiste qui revendique l'autorité d'un territoire — le Tibet —

partie intégrante de la Chine. Pékin considère également que sous ses appels à la non-violence, le moine tibétain ne désavoue jamais ceux qui, autour de lui, prônent la violence.

Les dernières menaces chinoises ont suivi leur dernière décision, peu médiatisée et qui, pourtant, était de taille : la Chine a, en effet, fait reporter le 11<sup>e</sup> sommet Union européenne - Chine qui devait se tenir le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Elle a justifié ce report par le fait que le Dalaï lama devait se trouver au moment de ce sommet en visite dans plusieurs pays européens et qu'il devait y rencontrer de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement et de responsables d'institutions européennes. Le sommet UE-Chine (qui se tient tous les ans) n'a donc pas eu lieu et aucune date n'a été fixée pour son report, l'Union européenne estimant

que la «balle est dans le camp chinois» pour fixer une nouvelle date. Le président français pourra-t-il, face aux nouvelles menaces, réitérer les déclarations qu'il avait faites en juillet dernier lorsqu'il était question de recevoir le Dalaï lama à Paris (reçu finalement par son épouse, Carla Bruni) et qui affirmait devant le Parlement européen que personne ne pouvait lui interdire de voir le chef spirituel des Tibétains, avertissant : «Ce n'est pas à la Chine de fixer mon agenda et mes rendez-vous.»

Pourra-t-il tenir ce même discours après les dernières menaces chinoises, et ce, au risque de compromettre la concrétisation de juteux contrats, véritables bols d'air en ces temps moroses de crise et pas seulement pour la France mais pour toute l'Europe.

K. B. —A.

### MOHAMED ABDELAZIZ DÉNONCE L'ASSASSINAT DE DEUX ÉTUDIANTS À AGADIR :

## «Cet acte vise à terroriser les populations civiles sahraouies»

**Le président de la République sahraouie a dénoncé, jeudi, l'assassinat des deux étudiants sahraouis à Agadir. Mohamed Abdelaziz a estimé que cet acte vise à terroriser les populations civiles des territoires occupés.**

**Du camps de réfugiés d'Aoucerd : Tarek Hafid**

«Nous condamnons avec force l'assassinat, lundi dernier, de deux étudiants sahraouis à Agadir. Nous considérons qu'à travers cet acte, le gouvernement marocain veut terroriser les populations civiles afin qu'elles mettent un terme à la résistance pacifique dans les territoires occupés. Mais nous tenons à réitérer que la lutte et la résistance de l'ensemble du peuple sahraoui se poursuivront jusqu'à l'indépendance», a déclaré, jeudi, le président de la République sahraouie en marge du 16<sup>e</sup> Festival de la culture et des arts populaires sahraouis qui se tient actuellement dans le camp de réfugiés d'Aoucerd. «Nous souhaitons adresser un message aux forces vives de la société marocaine, notamment les associations estudiantines, pour leur dire que les deux étudiants étaient leurs invités et qu'ils ne faisaient qu'étudier dans les universités de leur pays. La société civile doit savoir que cet acte ignoble déshonore le Maroc. Tout

comme nous invitons la communauté internationale à venir en aide pour protéger les populations civiles sahraouies et faire pression sur le gouvernement marocain afin qu'il respecte les droits de l'homme», a souligné Mohamed Abdelaziz. Notons que le festival d'Aoucerd a été dédié à Baba Abdelaziz Kheir et Hocine Abdessadek El-Ktif, les deux étudiants assassinés à Agadir alors qu'ils participaient à un sit-in pacifique. «C'est navrant, car nous célébrons cette 16<sup>e</sup> édition du Festival de la culture et des arts populaires dans une atmosphère de tristesse», a indiqué à ce titre Mohamed Abdelaziz.

Ouvert officiellement jeudi dernier, le Festival de la culture et des arts populaires a rassemblé des participants de tous les continents. Le but de cette manifestation étant de mettre en exergue et de consolider l'identité sahraouie dans le cadre de la résistance.

«L'objectif de ce festival est de mettre en valeur l'identité et la culture sahraouies. L'identité et la culture sahraouies étant des éléments fondamentaux de la résistance et de la lutte que mène notre peuple. Il est évident que le colonisateur marocain, comme le colonisateur espagnol par le passé, ne cible pas uniquement le territoire sahraoui mais aussi l'identité de notre peuple. Il tente, aujourd'hui encore, de l'assimiler à la culture marocaine. Mais nous restons confiants car

toutes les tentatives engagées dans ce sens par le Maroc depuis plus de 30 ans n'ont donné aucun résultat probant. Les populations sahraouies des territoires occupés restent plus que jamais fidèles à leur culture et leurs traditions», a déclaré, hier, Malainine Lakhal, commissaire du 16<sup>e</sup> Festival de la culture et des arts populaires sahraouis. Notons qu'un colloque international sur la culture sahraouie se tient en parallèle du festival. Parmi les recommandations de cette rencontre figure la création d'un observatoire international pour la préservation du patrimoine sahraoui.

«La création de cette instance est d'une importance capitale. Nous devons mettre en place des mécanismes pour préserver le patrimoine de notre peuple», a souligné Malainine Lakhal. Ce dernier a, toutefois, dénoncé l'action de l'Unesco qui a plutôt tendance à soutenir les initiatives «assimilationnistes» engagées par les autorités marocaines dans les territoires occupés. «L'Unesco, qui se présente comme une organisation qui soutien la culture, refuse de nous assister car elle ne reconnaît pas la culture sahraouie. Mais nous constatons qu'elle soutient ouvertement les actions marocaines, à l'instar du dernier festival organisé à Tan-Tan, dans le sud du Maroc.»

T. H.

### UNION EUROPÉENNE / SAHARA OCCIDENTAL

## Bruxelles, voix de femmes saharaouies

**Les femmes sahraouies, parmi elles, des militantes des droits de l'homme venues des territoires occupés par le Maroc ont été les invitées du Parlement européen (PE).**

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

Fatma Mehdi, secrétaire générale de l'Union des femmes, Khadidja Moutik, syndicaliste, et El-Ghalia Djimi, de l'Association sahraouie des victimes des violations des droits de l'homme par le Maroc, ont été très actives et ont fait entendre leur cause à Bruxelles.

«Il y a ceux qui vivent dans les campements, ceux qui vivent au Maroc et beaucoup d'autres sont partis à l'étranger, et nous,

les femmes, nous nous retrouvons seules dans les territoires occupés», dira, en substance, M<sup>me</sup> Djimi. Les souffrances, la répression marocaine, de plus en plus féroce, et les dures conditions d'existence de la partie du peuple sahraoui vivant le colonialisme du Maroc ont été passées en revue lors de ce séjour.

Plusieurs eurodéputées, solidaires de la lutte des Sahraouies, ont estimé, comme Ana Zaborska, europarlamentai-

re slovaque, qu'un «silence règne sur la situation au Sahara Occidental». Pour sa part, Eva Britt Svensson, eurodéputée suédoise, estime que «des pressions doivent être exercées sur le Maroc», par rapport à son attitude au Sahara Occidental.

«Nous voulons, dira encore la députée suédoise, que tous les groupes qui composent le Parlement européen s'allient pour soutenir les droits fondamentaux des Sahraouis.»

La délégation sahraouie, qui doit séjourner à Bruxelles jusqu'à la fin de la semaine, rencontrera les membres de la commission «droits de l'homme», la

plupart des groupes politiques du Parlement européen, et aura des contacts avec plusieurs personnalités tant belges qu'européennes.

Signalons, enfin, que Mohamed Sidati, ministre représentant le Polisario en Europe, a adressé une lettre aux dirigeants des institutions européennes dans laquelle il demande «l'ouverture d'une enquête suite à l'assassinat de deux étudiants sahraouis à Agadir.

Assassinat, rappelons-le, odieux. Un autocar de la police marocaine fonçait, délibérément, sur les deux étudiants...

A. M.